



FOCUS

2023

sur les Organisations
de la Société Civile
de Solidarité Internationale

03
ÉDITO

04
CARTE D'IDENTITÉ DES OSC

06
FOCUS GÉOGRAPHIQUE
Niger

10
FOCUS THÉMATIQUE
L'engagement
des jeunes dans la solidarité
internationale

14
ONG-LIVREOUVERT

15
ACODEV

Crédits photographiques

Couverture: Camp climat © Nadia Cornejo – CNCD-11.11.11
P. 6: Jeune vacher au Niger © Tim Dirven – Vétérinaires Sans Frontières
P. 10: Camp climat © Florence Platteau – CNCD-11.11.11

Édito

par Raphaël Maldague,
Directeur ACODEV

Ce rapport FOCUS 2023 est publié l'année des 25 ans d'ACODEV que nous avons célébrés avec toutes nos organisations membres et nos partenaires en présence de Madame Caroline Gennez, Ministre de la Coopération au développement. Cet événement fut l'occasion de mettre en valeur la contribution des organisations de la société civile tout en menant des réflexions sur leur rôle, leur passé et leur avenir. Ce rapport FOCUS vise un objectif similaire: démontrer et partager la contribution indispensable de la société civile à la solidarité internationale et à la coopération belge mais aussi ses réalités et ses enjeux. Cela semble d'autant plus important à l'heure où, partout dans le monde, les organisations de la société civile (OSC) sont mises sous pression. En effet, même en Europe, les rapports inquiètent. D'après l'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne: 46 % des OSC ont indiqué avoir fait l'objet de reportages/campagnes médiatiques négatifs, 44 % de menaces ou de harcèlement en ligne et 36 % de contrôles administratifs ou d'audits excessifs¹. Ce rétrécissement de l'espace de la société civile n'est donc pas l'apanage des pays du Sud même s'il prend une forme moins directe. Pourtant, les organisations de la société civile jouent un rôle majeur dans le fonctionnement et la protection des démocraties et il faut les soutenir.

À travers les deux focus de ce rapport, nous souhaitons donc rappeler certaines actions et résultats des OSC belges actives dans la solidarité internationale. Nous avons opté pour un focus géographique sur le Niger, pays qui a malheureusement fait l'actualité ces derniers mois en raison d'un putsch. Il nous a semblé

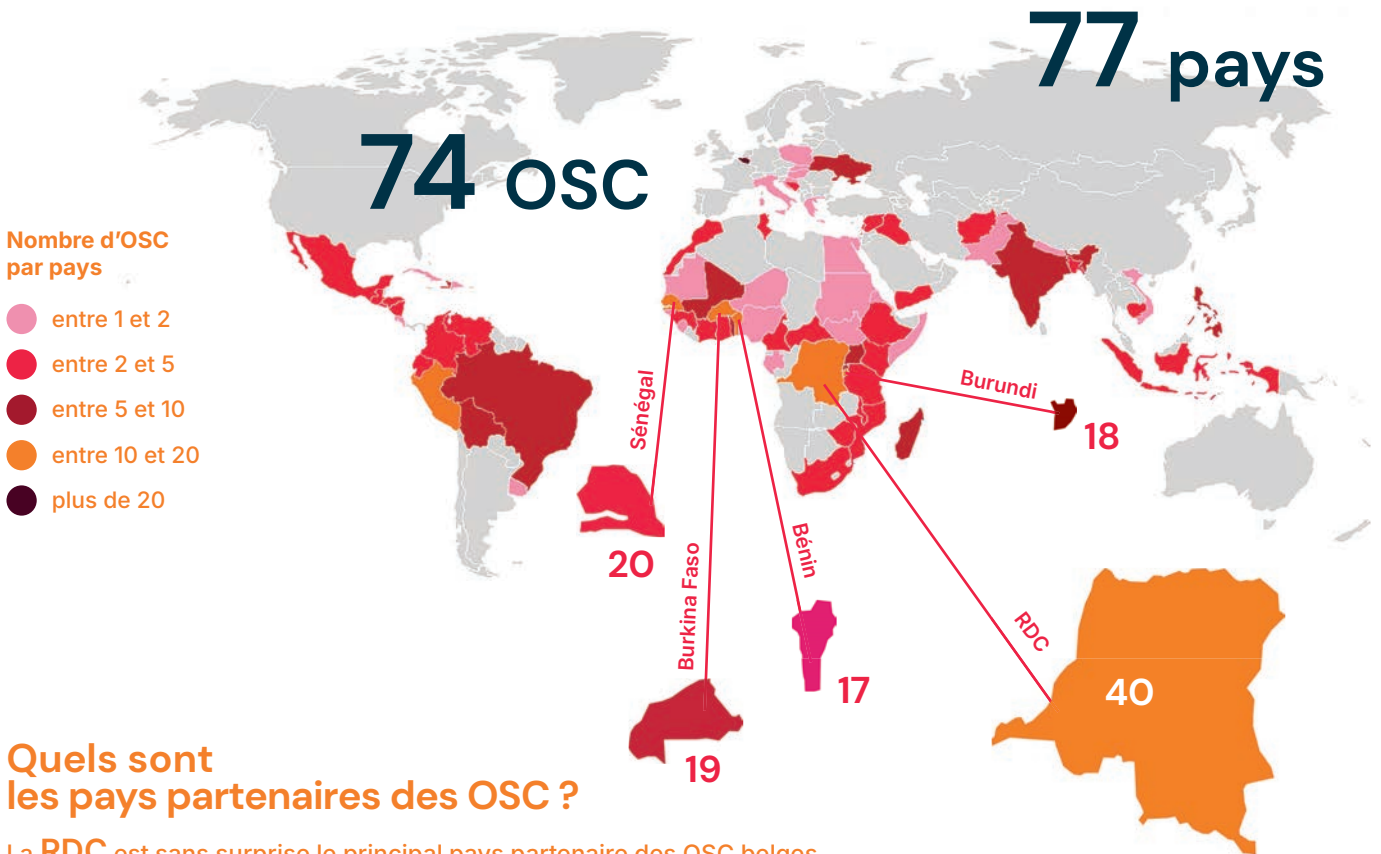
crucial de démontrer que, malgré cette situation d'instabilité, le soutien aux populations, en particulier les plus vulnérables, reste possible et indispensable grâce et via les OSC. Lorsque les États et la communauté internationale se retirent, que ce soit justifié ou non, la société civile poursuit quant à elle ses efforts. Le focus thématique de ce rapport est lui notamment inspiré de certains échanges qui ont été menés à l'occasion des 25 ans d'ACODEV. L'engagement des jeunes envers la solidarité internationale est certainement une des clés pour construire l'avenir et des sociétés plus justes, durables et inclusives. Force est de constater que les OSC doivent mieux convaincre les jeunes de la pertinence de leurs actions et de la place importante qu'ils et elles peuvent occuper au sein de nos organisations. À l'inverse, les OSC se doivent d'écouter notre jeunesse et s'ouvrir pleinement à elle, dans toute sa diversité, pour rester pertinentes dans leurs combats.

En 2024, les élections européennes et belges seront un moment clé pour nos sociétés et les OSC. Espérons que les politiques de tous bords garderont en tête l'importance de soutenir la société civile qui contribue à faire rempart aux populismes et aux extrêmes. La solidarité internationale et la société civile sont porteuses de solutions et nous continuerons donc à les valoriser et les défendre.

Bonne lecture.

¹ *Civic space update 2023*, European Union Agency for Fundamental Rights, July 2023

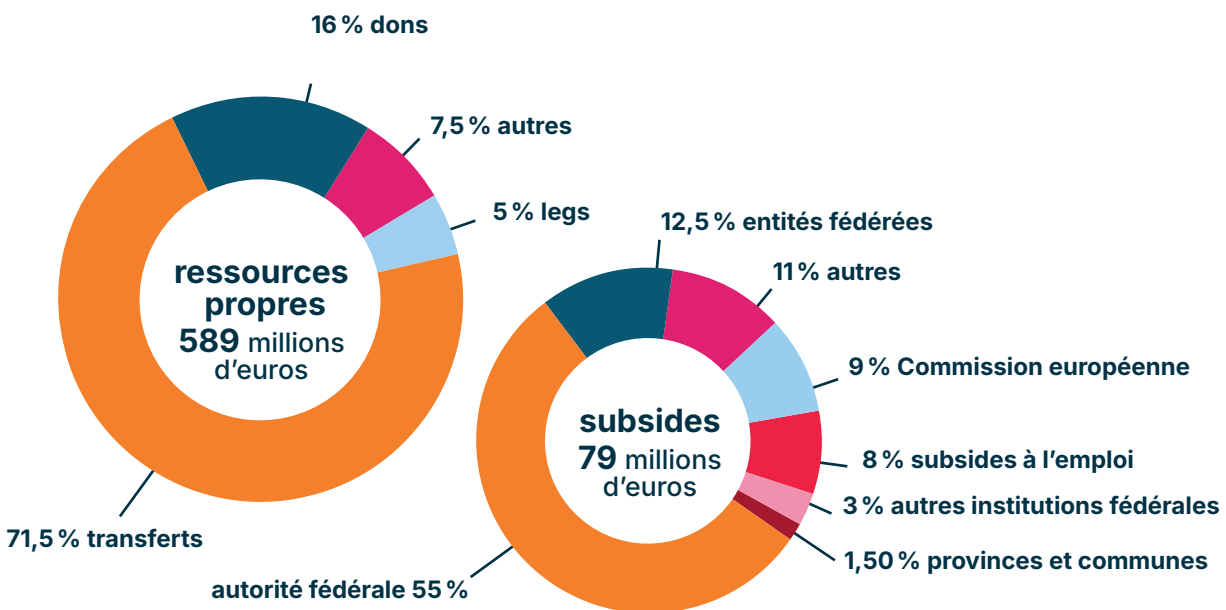
Carte d'identité des OSC



Quels sont les pays partenaires des OSC ?

La RDC est sans surprise le principal pays partenaire des OSC belges dont une grande partie de l'action se concentre sur l'Afrique. En dehors du continent africain, le Pérou, la Bolivie et Haïti sont des partenaires importants en Amérique du Sud et Caraïbes, tout comme les Philippines en Asie.

Source: Xbank, 2022 et CSC 2022-2026

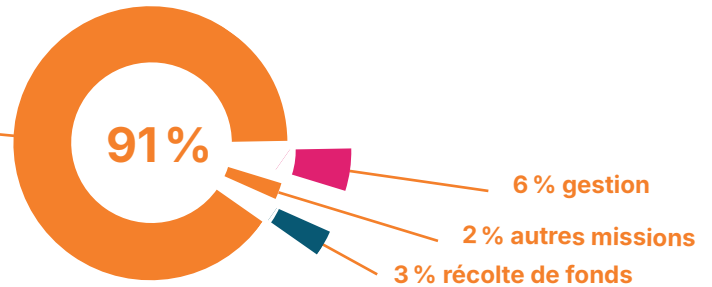


Source: Xbank, 2022

D'où proviennent les ressources des OSC ?

Les ressources financières des OSC proviennent pour la majeure partie de **fonds propres**, même si cette proportion peut varier fortement selon les organisations. Le montant élevé des transferts est lié à Médecins Sans Frontières et son statut de « hub » européen. Au niveau des subsides, le premier bailleur est l'état fédéral (DGD), devant les entités fédérées.

89 % missions de coopération au développement



Combien une OSC consacre-t-elle à ses missions ?

En moyenne, les OSC belges consacrent **91 %** de leurs dépenses à leurs missions : **89 %** pour des missions de coopération au développement – qu'il s'agisse de projets de coopération structurelle au Sud, d'humanitaire ou d'ECMS – et **2 %** pour d'autres missions, principalement liées à l'aide aux migrant-es ou à l'éducation permanente.

Source: Xbank, 2022



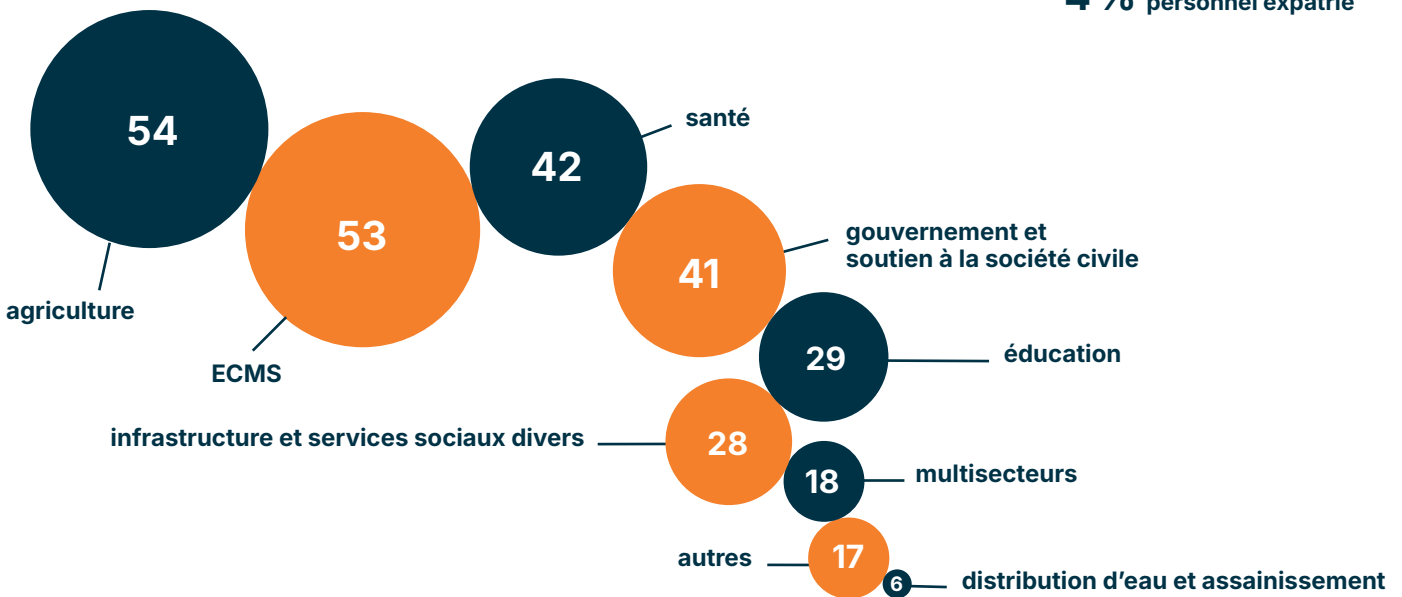
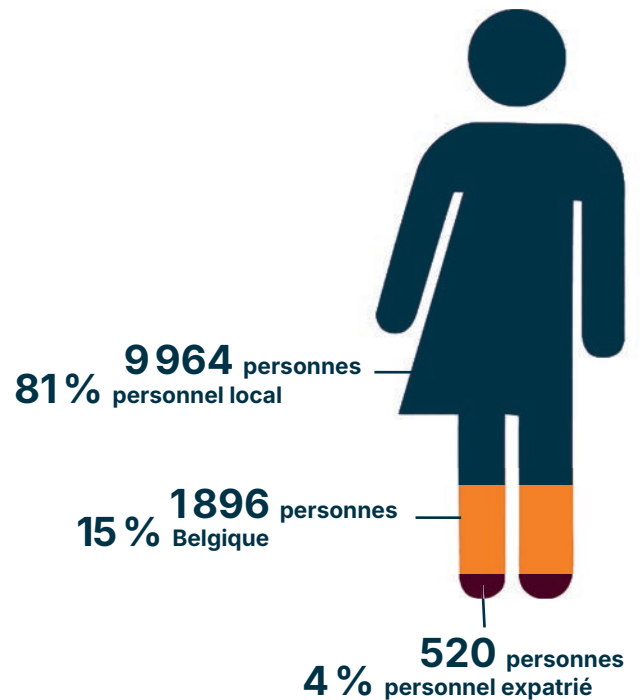
42 %
hommes

58 %
femmes

Qui travaille pour les OSC ?

Les OSC travaillent pour plus **80 %** avec du personnel local, et occupent plus de **2 000 personnes** en Belgique et en tant que personnel expatrié, avec une majorité de femmes.

Source: Xbank, 2022



Source: IATI, 2022

Dans quels secteurs travaillent les OSC ?

288 nouveaux projets ont été publiés sur IATI dans le cadre des programmes 2022-26 des OSC, dont une grande part concerne le travail en Belgique. Les OSC sont aussi très actives dans l'agriculture, la santé, l'éducation, et le soutien à la société civile et aux services sociaux, dont la protection sociale.

FOCUS

géographique



Niger

Le Niger est un vaste territoire désertique s'étendant sur plus d'un million de kilomètres carrés. Doté d'une population de 20 millions d'habitant-es, sa croissance démographique avoisine les 4 % par an : l'une des plus élevées au monde¹. Soumis à des conditions climatiques extrêmes, l'absence de services publics et l'insécurité, le Niger **est intégré dans l'espace sahélien confronté aux violences djihadistes**, qui sont apparues dans le nord du Mali en 2012, avant de se propager vers le centre du pays ainsi qu'au Burkina Faso et au Niger voisins. La région fait aussi face à des conflits intercommunautaires ainsi qu'à des phénomènes de grand banditisme avec pour conséquence une crise humanitaire importante. Le pays dispose toutefois d'atouts, notamment une **population jeune, des ressources naturelles diversifiées ainsi qu'un fort potentiel agricole**.

Jusqu'à cette année, le Niger faisait d'ailleurs figure d'îlot de stabilité dans la région qui, depuis 2020, a vu des juntes militaires prendre le pouvoir au Mali, au Tchad, en Guinée et au Burkina Faso. En mars 2021, avec l'élection du président Mohamed Bazoum, le pays connaît sa première transition démocratique entre deux présidents élus depuis son indépendance en 1960. Mais **le 26 juillet 2023, le président est lui aussi renversé** par une junta militaire qui décrète la fermeture des frontières du pays, la suspension des institutions étatiques et un couvre-feu sur tout le territoire.

La dégradation du contexte sécuritaire régional a fortement impacté les conditions de vie des populations déjà vulnérables. De plus, le pays accueille un grand nombre de réfugié-es fuyant la violence djihadiste, notamment en provenance du Nigéria. **Cette situation a aussi des conséquences néfastes sur le travail des Organisations de la société civile (OSC)** qui, visées par les groupes armés, accèdent difficilement à certaines zones jugées trop dangereuses, impactant la rapidité des actions humanitaires.

Un partenaire privilégié de la Belgique

Face à cette situation préoccupante, et contrairement à la France et l'Union Européenne par exemple, **la Belgique a décidé de maintenir ses programmes de solidarité internationale au Niger**. Le Niger reste donc l'un des plus importants pays partenaires d'Enabel,

l'agence gouvernementale belge de développement, avec un budget de 65 millions d'euros sur cinq ans. Les **acteurs de la coopération non-gouvernementale continuent également à s'engager** aux côtés de la société civile locale pour répondre aux défis sécuritaires, humanitaires et climatiques au Niger. **10 OSC** sont réunies au sein d'un Cadre Stratégique Commun (CSC) pour le pays : Action Damien, Avocats Sans Frontières, Caritas, la Croix-Rouge et son équivalent néerlandophone Rode Kruis, Handicap International, Médecins du Monde, Oxfam-Belgique, Plan International et Vétérinaires Sans Frontières.

Ce CSC, comme son nom l'indique, propose un cadre de travail pour les OSC au sein duquel elles peuvent travailler en complémentarité et en synergie sur **plusieurs axes stratégiques** : la sécurité alimentaire et nutritionnelle, les moyens d'existence et la résilience ; l'accès aux services de bases, dont la santé ; le genre et l'inclusion et enfin, les droits humains. Ces axes stratégiques sont le fruit des collaborations et du dialogue constant entre les acteurs belges et leurs partenaires nigériens, et s'inscrivent dans les politiques nationales, notamment l'Initiative 3N (« les Nigériens nourrissent les Nigériens »).

Le triple Nexus, un outil pour la cohérence et la résilience

Pour relever les défis posés par la situation au Niger, l'approche privilégiée par les OSC est celle du « triple Nexus ». Le **triple Nexus vise à intégrer et à coordonner les actions humanitaires, de développement et de consolidation de la paix** pour mieux répondre aux crises complexes et prolongées. Cette approche prône le renforcement de la collaboration entre les acteurs humanitaires, les bailleurs de fonds, les acteurs du développement et les organismes de consolidation de la paix afin d'améliorer l'efficacité et l'efficience de l'aide.

Une étude menée par Oxfam-Belgique sur la mise en œuvre du Nexus au Niger², qui couvre les projets d'Oxfam, de Médecins du Monde et de Plan International, a constaté que sur le terrain, **les actions humanitaires des OSC intègrent déjà des actions qui renforcent la résilience** et le développement de la communauté (double Nexus). L'intégration du troisième pilier qui est la construction de la paix se traduit par le renforcement du tissu social et la bonne gouvernance.

Un autre constat est que les actions mise en œuvre dans des programmes humanitaires sont très semblables à celles programmées par le secteur du développement, et vice-versa. La distinction entre humanitaire et développement se fait sur la base des sources de financement et non sur base du contenu du programme, elle ne tient pas compte du fait que dans des zones à fragilité chaque intervention doit intégrer des actions de développement, de l'humanitaire et de construction de la paix. Pour stimuler une approche Nexus entre organisations, l'étude **recommande donc aux bailleurs de mettre à disposition, pour des zones en fragilité, un budget Nexus** qui intègre toutes les composantes.

Les principes du triple Nexus ont guidé le Programme d'aide humanitaire et de résilience pour les victimes de déplacement, **PAHRVID, de Caritas International Belgique**. Ce programme a touché plus de 30 000 personnes déplacées ainsi que les communautés qui les accueillent, dont 2 800 familles et 900 ménages particulièrement vulnérables. Le soutien apporté reposait à la fois sur une assistance humanitaire pour répondre aux besoins de base, sur une aide à la génération de revenus et sur la cohésion et protection sociale. La **cohésion sociale et le rendement des activités agricoles se sont améliorés et le revenu des personnes visées a augmenté**, avec comme conséquences moins de problèmes alimentaires, un recours accru aux soins de santé et d'avantage d'opportunités pour les enfants d'aller à l'école. Le fait d'impliquer les autorités, la société civile, et d'autres acteurs locaux à l'identification des besoins et à la conception des actions, a permis d'assurer une large adhésion aux solutions proposées. Le nouveau programme développé par Caritas avec la Commission Justice & Paix développe la même approche sous le nom de **COHERENCE**, contraction de COHÉsion sociale et de RésiliENCE.

Favoriser l'inclusion

Au Niger, les personnes handicapées sont confrontées à d'importantes discriminations et à des inégalités socio-économiques. **Pour s'assurer que les besoins spécifiques des personnes handicapées soient pris en compte, Handicap International (HI)** mène des études sur les barrières existantes, sensibilise les associations et les communautés et aide les différents

acteurs humanitaires du pays à adopter une réponse inclusive. Dans ce pays à la population très jeune, où l'éducation est essentielle, l'organisation aide les enfants handicapés à accéder et à rester dans l'enseignement primaire. Pour cela, HI renforce les capacités et améliore la formation des enseignant-es, travaille à l'identification et au suivi des enfants handicapés et sensibilise les communautés aux enjeux du handicap.

En matière d'inclusion, **Plan International travaille également sur le handicap, mais principalement sur les questions de genre**. Malgré un environnement législatif favorisant l'égalité des genres, l'emprise de la société sur les filles et les femmes se manifeste sous diverses formes. Les mariages précoces et forcés sont une préoccupation majeure avec le taux le plus élevé au monde : huit filles sur dix sont mariées avant 18 ans, et quatre sur dix deviennent mères avant leur majorité. Les programmes et le travail d'influence de Plan se concentrent sur la protection contre la violence basée sur le genre, ainsi que sur l'éducation et l'autonomisation des jeunes filles. Dans les régions de Dosso et Tillabéry, environ 2 000 jeunes filles de 14 à 18 ans ont ainsi pu achever leur cycle primaire ou secondaire, ou recevoir une formation professionnelle.

Une présence qui reste indispensable

Le travail des OSC belges au Niger témoigne de l'engagement inlassable de la Belgique envers l'amélioration des conditions de vie des communautés nigériennes ou migrantes les plus vulnérables. À l'heure où certains états européens ont fait le choix de suspendre leur coopération gouvernementale avec le Niger, il nous semble crucial de **rappeler que la coopération indirecte via les organisations de la société civile reste possible et indispensable**. N'ajoutons pas une double peine aux populations locales alors qu'au quotidien les OSC belges et leurs partenaires locaux poursuivent leurs efforts pour être porteurs de solutions malgré les défis posés par le contexte nigérien. Il semble également de plus en plus **nécessaire de mettre en place un cadre réglementaire favorisant les synergies** entre les canaux de la coopération belge et opérationnalisant le triple Nexus, tout en permettant la réallocation de moyens vers la société civile lorsque la coopération gouvernementale directe ne peut plus agir.

Relancer la pratique de l'Habbanayé

La Croix-Rouge de Belgique et son homologue nigérienne travaillent ensemble pour réinstaurer le système traditionnel Habbanayé. Le système Habbanayé consiste à prêter des animaux femelles adultes à des membres de sa famille, à des amis ou connaissances en situation de vulnérabilité. La famille qui reçoit les animaux en prêt en assume la responsabilité jusqu'au sevrage d'une nouvelle génération d'animaux. Les animaux prêtés sont ensuite rendus au propriétaire ; la famille bénéficiaire conserve la descendance. Cette activité renforce la solidarité entre les membres de la communauté. Elle permet aux familles de constituer un capital de base et de promouvoir les productions animales. La chèvre devient un bien productif crucial et constitue une ressource importante pour renforcer l'autonomie des familles confrontées à l'insécurité alimentaire.

One Health

Médecins du Monde et Vétérinaires Sans Frontières se sont associés au sein du programme « One Health ». Ce projet vise à renforcer à la fois les services de santé humaine, animale et environnementale afin de prévenir et gérer les épidémies et épizooties. En effet, on considère que 20 % des pertes en production animale sont liées aux maladies animales, tandis que 60 % des maladies infectieuses humaines ont une origine animale.

Médecins du Monde mène des activités telles que la sensibilisation des populations pour un changement de comportements, la mobilisation participative des communautés au niveau de l'assainissement de l'environnement (construction de latrines, etc.), ou la formation du personnel médical. Vétérinaires Sans Frontières et ses partenaires CESAO-PRN et Karkara, se concentrent quant à eux sur l'amélioration de l'accès aux soins vétérinaires, en installant des services vétérinaires de proximité et en formant des agents communautaires de santé animale.

L'organisation a aussi mis en place un système d'information mobile pour l'élevage en transhumance. Via leur téléphone portable, les éleveurs et éleveuses peuvent recevoir des informations concernant l'état des pâturages et le-la vétérinaire le-la plus proche, par exemple.

Ce sont les éleveurs·euses, les vétérinaires et les agents communautaires de santé animale qui alimentent eux-mêmes le système avec des informations de première main.

FOCUS

thématique



L'engagement des jeunes
dans la solidarité internationale

Marches pour le climat, Black Lives Matter, #metoo... L'implication de beaucoup de jeunes dans ces mouvements de société contemporains démontre leur sentiment de conscience sociale et écologique, ainsi que leur envie de faire entendre leur voix et de changer les choses. Dans le même temps, plusieurs études récentes montrent plutôt que les jeunes se détourneraient des institutions démocratiques et des démarches d'engagement « formels » au sein d'associations, notamment au sein des organisations de la société civile (OSC) actives dans la solidarité internationale.

Une enquête menée en 2019 par BeGlobal (qui s'appelait encore Annoncer la Couleur) auprès de 500 jeunes de 14 à 19 ans¹, montre que seulement 46 % des jeunes interrogé·es font confiance aux OSC, 24 % font confiance à l'État et 18 % aux politicien·nes. La solidarité y est évoquée comme une valeur essentielle pour seulement 23% des répondant·es. En parallèle, **une grande majorité se sent concernée par les questions de racisme, d'environnement, de genre ou de migration**. Ce sondage montre aussi que les jeunes se sentent plus concerné·es par des problématiques qui sont vécues de manière concrète et émotionnelle : par exemple, lorsque les élèves côtoient des migrant·es au sein de leur classe.

Une autre étude, qualitative celle-là, publiée en 2021 pour le compte d'Enabel et de Plan International², nuance ces résultats statistiques. Menée sous forme d'un projet participatif avec des jeunes de 15 à 19 ans et sur les thèmes de la justice sociale et de la solidarité internationale, elle montre que très loin de l'idée d'une jeunesse passive et indifférente aux enjeux sociétaux, l'indignation est bien présente et la volonté d'agir également. **Beaucoup essaient, au niveau individuel, de faire évoluer leurs habitudes** et leurs comportements ; défendent des valeurs au sein de leurs cercles familiaux ou amicaux ; prennent position sur les réseaux sociaux ; ou participent à des actions de solidarité ponctuelle.

Ces formes d'engagement de type « informel » semblent plus faciles d'accès pour les jeunes. Mais **quand il s'agit de passer à un engagement plus « formel »**, au sein d'une OSC par exemple, **les barrières perçues sont nombreuses**, selon l'étude. Un premier obstacle est celui de l'accès pour des jeunes dont l'entourage (familial, amical...) est éloigné des sphères de l'engagement. Un deuxième obstacle est lié à la multitude

de l'offre : pour s'engager dans une organisation, les jeunes ne savent pas forcément à qui s'adresser, ni comment s'y prendre. Il faut être proactif et avoir le courage d'aborder ces structures parfois intimidantes. Une fois ces obstacles franchis, il faut aussi accepter le cadre qu'impose la structure et y consacrer du temps dans un planning déjà chargé. Dès lors, comment les OSC peuvent-elles aider ces jeunes à surmonter ces obstacles et à s'engager sur les thématiques de solidarité internationale ?

L'ECMS, une réponse pertinente

Parmi les constats de ces enquêtes, on voit que **l'école reste un lieu privilégié de découverte et de transmission des valeurs**. Beaucoup des jeunes rencontré·es situent l'éveil de leur intérêt sur des sujets de société dans leurs cours à l'école ou à l'université. Leurs discours et opinions sur le monde se forment ensuite à mesure de leurs discussions et de leurs découvertes et apprentissages sur les réseaux sociaux.

Dès lors, **l'éducation à la citoyenneté mondiale et solidaire (ECMS), à l'école comme en dehors, apporte une réponse pertinente** pour éveiller l'esprit critique, initier les jeunes aux enjeux d'un monde globalisé, et les inciter à l'engagement individuel et collectif pour la construction de sociétés justes, durables, inclusives et solidaires. Actuellement, une soixantaine d'acteurs de la coopération non gouvernementale sont actifs dans le domaine de l'ECMS. Cela se traduit par **des milliers de jeunes et d'adultes formé·es et sensibilisé·es à la solidarité internationale en Belgique**. Une étude d'impact commanditée par ACODEV³, qui prenait en compte plus de 2500 interventions dans 122 établissements scolaires, a montré que 86 % des élèves ayant participé à un projet de citoyenneté mondiale ont développé des compétences leur permettant de mieux comprendre les défis mondiaux, et 75 % se sont forgé une opinion critique. Les enseignant·es plébiscitent également les activités d'ECMS.

Ces activités peuvent se prolonger à l'université, notamment à travers les initiatives des OSC universitaires. Eclasio, la FUCID, Louvain Coopération et ULB-Coopération, s'unissent par exemple pour organiser Campus en Action, un weekend de formation au cours duquel **des étudiant·es peuvent s'approprier une thématique et co-crée des contenus de**

sensibilisation : l'idée étant qu'ils et elles puissent organiser une activité sur leur campus afin de mobiliser leurs pairs.

Aller à la rencontre des jeunes

Mais au-delà du monde scolaire, l'ECMS propose de nombreuses opportunités de mobilisation et d'engagement aux jeunes dans d'autres contextes. Les OSC multiplient d'ailleurs les initiatives pour aller à la rencontre de nouveaux publics, particulièrement des publics encore peu sensibilisés à l'engagement. Pour cela, le secteur des OSC s'est notamment tourné vers la **création de ponts et de partenariats avec d'autres secteurs**. Depuis 2020, ACODEV a lancé une dynamique de réflexion et d'échanges de pratiques avec plusieurs fédérations du secteur de la jeunesse et en 2022, une journée d'échanges a réuni une centaine d'animateurs·trices des deux secteurs autour du thème de la citoyenneté. Un groupe Facebook, qui réunit actuellement 88 membres, a été créé pour favoriser des synergies et complémentarités entre des OSC et des maisons de jeunes ou des écoles de devoirs.

Aller à la rencontre des jeunes, c'était aussi l'objectif du premier festival des jeunes SoliDARE, qui s'est tenu les 24 et 25 novembre. Cette initiative d'Enabel, en collaboration avec des acteurs de la société civile, de la jeunesse, et de la diaspora, ambitionne de créer avec les jeunes un nouveau narratif pour la solidarité internationale. Pour atteindre sa cible, SoliDARE utilise notamment un **langage plus proche du vécu des jeunes** : promotion sur les réseaux sociaux, via des influenceurs·euses, performances artistiques... Une centaine de jeunes ont pu y être inspiré·es et découvrir des opportunités d'engagement.

Participation, mobilisation, impact

À partir du même constat du manque de visibilité pour les initiatives d'engagement des jeunes, Geomoun a décidé de créer son propre « média » sur Instagram : Geomove, le réseau des enfants et des jeunes qui s'engagent. Le compte Instagram, suivi par plus de 350 abonné·es, **partage des initiatives citoyennes mises en place par des jeunes** de 6 à 26 ans, ainsi que les outils (appels à projet, formations, rencontres, ...)

proposés par d'autres organisations, à destination de ces jeunes qui s'engagent ou qui veulent s'engager.

Selon Nathalie Delbar, coordinatrice des projets « Belgique » de l'OSC, « notre objectif est de favoriser la participation des jeunes et des enfants pour inspirer leur engagement. Pour cela, nous créons des espaces dans lesquels ils et elles peuvent donner leur avis et être entendu·es par des personnes en position de responsabilité, notamment du monde politique. » L'OSC s'inspire notamment du Modèle de Lundy⁴, qui affirme le droit des enfants et des jeunes à exprimer leur opinion, et à ce que leur opinion soit prise en compte. « Il est très important que les jeunes se sentent écouté·es ! **Dès qu'un·e jeune est mis·e en confiance et peut s'exprimer, et que sa parole soit écoutée et prise en compte**, il et elle va s'engager par rapport à des thèmes qui l'intéressent, car les jeunes sont tout à fait au courant des défis actuels. »

L'engagement, c'est le métier principal de Quinoa, qui est à la fois une OSC et une organisation de jeunesse. Pour Anne-Catherine Remacle, administratrice de l'organisation, qui s'exprimait lors d'un panel sur l'engagement des jeunes dans le cadre des 25 ans d'ACODEV : « Notre spécificité est de semer des graines pour motiver l'engagement où qu'il soit : la sensibilisation, l'animation dans les écoles, la mobilisation qui est une approche qui fonctionne particulièrement avec les jeunes. Pour que chacun·e puisse trouver l'engagement qui lui convient dans la thématique qui lui convient. » Pour cela, Quinoa adopte une approche résolument optimiste, en ne mettant pas l'accent sur les problèmes, mais sur les alternatives. « À partir du moment où l'on **explique aux jeunes tout ce qu'ils et elles peuvent faire, ça les nourrit énormément et ça leur donne la confiance et la force d'agir** ».

Dans le contexte de polarisation du monde actuel, développer chez les jeunes un intérêt pour les problématiques mondiales et la participation citoyenne, semble indispensable pour la construction de sociétés fondées sur des valeurs démocratiques. Il est donc **essentiel que les décideurs·euses politiques, du monde de l'enseignement et de la jeunesse réinvestissent l'ECMS, et soutiennent et amplifient les initiatives** des acteurs de la solidarité internationale pour aller, ensemble, à la rencontre des jeunes et leur donner à la fois les outils, les espaces et la confiance pour se mobiliser et changer les choses.

Camp Climat

L'un des défis qui mobilise le plus les jeunes est celui du climat, comme l'a démontré le mouvement des jeunes citoyen·nes qui, sur les pas de Greta Thunberg ou d'Adélaïde Charlier, a réussi à remettre la crise climatique au cœur de l'agenda politique. Pour répondre aux jeunes qui veulent se former et s'impliquer davantage dans les enjeux climatiques, le CNCD-11.11.11 organise depuis 2021 des « camps climats » qui accueillent une dizaine de jeunes pendant 5 jours.

« On rencontre souvent des jeunes qui nous disent : "On a envie de bouger, on a envie de s'engager, mais parfois, on n'a pas les clés pour agir. Comment est-ce qu'on peut faire ?" » explique Thomas Nagant, chargé de campagne au CNCD-11.11.11. Les camps climats proposent aux participant·es de co-construire une réflexion, des pistes d'action, basées sur le partage des expériences des jeunes, de spécialistes ou de militant·es. L'accent est mis sur l'écoute et sur l'impact qu'ils et elles peuvent avoir sur cet enjeu capital. « Beaucoup de jeunes ont l'impression que ce qu'ils-elles ont fait n'ont servi à rien. On leur dit au contraire : vous ne vous rendez pas compte, les choses ont véritablement bougé. C'est vous, les jeunes, qui avez mis à l'agenda la question climatique ».

Change!

Ce 14 octobre 2023, Oxfam-Belgique a lancé son nouveau *Change! Oxfam Youth Training*, un cycle de formation de 3 week-ends à destination des jeunes qui veulent approfondir leurs connaissances et s'engager autour de la thématique des inégalités à travers la justice climatique, économique, et de genre. À la fin du trajet de formation, ils et elles recevront un certificat de formation Oxfam qui pourra venir renforcer leur CV. *Change!* offre aussi des opportunités d'engagement concret, en donnant aux jeunes la possibilité de devenir animateur·trice Oxfam et d'animer des ateliers d'immersion et des outils pédagogiques ; ou, en devenant ambassadeur·drice, de participer aux campagnes et actions de l'organisation.

¹ *Ce qui mobilise les jeunes: valeurs, centres d'intérêt et positionnement des jeunes en fédération Wallonie-Bruxelles*, Annoncer la Couleur, 2019. / ² *S'engager quand on est jeune*, Méthos, 2021. / ³ *Étude d'impact : perception des enseignant·es quant à l'impact des interventions d'ECMS dans l'enseignement obligatoire de la Fédération Wallonie-Bruxelles*, ACODEV, 2019. / ⁴ "Voice is not enough: conceptualising Article 12 of the United Nations Convention on the Rights of the Child", *British Educational Research Journal*, 33:6, 927-942, Laura Lundy, 2007.

ONG-Livreouvert

ONG-Livreouvert est l'outil de transparence des OSC belges actives dans la solidarité internationale. Développé et géré par ACODEV et ngo-federatie, il présente des informations clés sur les OSC belges, leurs projets, leurs données financières, leurs ressources humaines, les pays dans lesquels elles sont actives et leurs secteurs d'intervention, sous la forme de visualisation de données et de cartes interactives.

ONG-Livreouvert est la principale source des données présentées dans ce rapport. Le site lui-même utilise les données publiées sur l'initiative internationale pour la transparence de l'aide (IATI), ainsi que sur X-bank, une base de données développée par les fédérations. Nous utilisons aussi des informations issues des cadres stratégiques communs (CSC) conçus par les OSC dans le cadre de leurs programmes quinquennaux.

Les données d'ONG-Livreouvert se rapportent à l'année 2022, ce décalage de temps étant nécessaire afin d'être en possession de toutes les données, notamment financières, à encoder. Les fédérations encouragent et soutiennent activement leurs membres pour l'encodage, mais celui-ci est réalisé de manière volontaire. Les informations sont présentées dans ce document à titre indicatif et concernent 49 organisations accréditées pour 2022.



ACODEV est la fédération francophone et germanophone des associations de coopération au développement. La fédération compte 68 organisations membres, dont 61 sont accréditées par le Ministère de la Coopération au développement.

ACODEV représente et promeut les intérêts de ses membres auprès des pouvoirs publics et de l'ensemble des bailleurs publics, afin d'offrir un environnement favorable pour leur travail et leurs activités.

La fédération accompagne ses organisations membres dans leurs initiatives de professionnalisation et d'innovation, à travers l'organisation de formations, la mise en place de fonds d'appui, ou la publication de guides, documents et outils en ligne. ACODEV fédère aussi ses membres autour d'événements et de groupes de travail participatifs et représentatifs du secteur.

Enfin, ACODEV contribue à promouvoir les valeurs de la solidarité internationale, notamment dans le domaine de l'éducation à la citoyenneté mondiale et solidaire (ECMS), de la transparence, ou de l'intégrité.

ACODEV asbl

Quai du Commerce 9 à 1000 Bruxelles

+32 (0)2 219 88 55

Numéro d'entreprise : BE 0462279234

RPM de Bruxelles

info@acodev.be

www.acodev.be

Les OSC accréditées



Avec le soutien de  **Belgique**
partenaire du développement